

Dorothy Ngoma : Du point de vue des pays occidentaux, ces résultats peuvent sembler encourageants. Mais, dans certains pays pauvres du Sud, la situation n'est guère réjouissante. Au Malawi, chaque année, 500 mères meurent pour 100.000 naissances.

Ces femmes sont épouses ou mères, et elles meurent par manque de docteurs ! Pourquoi ? Parce que nous ne disposons pas de suffisamment de personnel médical qualifié, faute de moyens pour le former. Et le peu que nous avons part souvent pour l'étranger, où les conditions sont bien meilleures. Les salaires sont plus élevés, ils peuvent y suivre des formations complémentaires, la situation est plus sûre, et les équipements plus modernes...

Marleen Temmerman : Au Mozambique aussi, il y a un réel manque de personnel médical, auquel on tente de pallier actuellement en investissant. Seuls quelques pays africains sont en mesure d'y remédier sans soutien extérieur. Or, un pays qui veut faire de la mortalité maternelle une priorité doit pouvoir investir. Quand un pays veut vraiment faire des efforts, la communauté internationale doit l'aider dans ce sens.

D.N. : Les pays riches doivent réellement soutenir davantage les pays pauvres, et pas seulement faire de belles promesses, comme celles du G8 ou encore du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, auxquelles je n'ose plus croire.

Même dans certains pays à hauts revenus, la mortalité maternelle est élevée. Comment expliquez-vous cela ?

M.T. : La mortalité maternelle, ce n'est pas qu'une question de pauvreté, mais aussi de volonté politique. Des pays avec une législation plus restrictive autour de l'avortement et l'accès aux contraceptifs ont souvent un taux de mortalité maternelle plus élevé. Un pays doit avant tout faire des soins de santé une priorité. Il faut que ces derniers soient bien organisés et que les femmes aient accès à un planning familial. L'Afghanistan, par exemple, est le pays avec le taux de mortalité maternelle le plus élevé. Le fait que les femmes puissent à peine sortir seules pour se rendre à un centre de santé n'y est certainement pas étranger.

Mais les centres de santé doivent aussi être accessibles. Au Mozambique, par exemple, il y a tellement peu de centres que les distances entre eux sont énormes. Pour cette raison, le gouvernement a décidé il y a peu de construire des 'abris', des sortes de salles d'attente pour les mères qui habitent loin d'un centre et sont en fin de grossesse. Construire un petit bâtiment en béton c'est bien, mais il faut ensuite des moyens pour que ce service fonctionne. Nous allons essayer de nous y atteler, avec des moyens limités octroyés par la Loterie Nationale belge. En bref, à côté de moyens financiers et de politiques efficaces, il faut aussi des centres

de santé accessibles. Sinon la gratuité des soins de santé en elle-même n'arrange rien.

Quelles différences note-t-on entre la situation des femmes en Afrique et en Europe ?

M.T. : En Europe, même si nous avons beaucoup avancé, tout n'est pas encore acquis, en particulier pour ce qui est des immigrantes, des demandeuses d'asile, des sans-papiers, des femmes issues de groupes socioéconomiques faibles...

Dans notre société aussi, il y a des groupes vulnérables dont les droits ne sont pas tout à fait respectés. Mais je pense que nous pouvons nous octroyer une cote de 8 sur 10 en ce qui concerne l'accès des femmes aux soins de santé. En Afrique, on oscille plutôt autour des 4 sur 10.

L'objectif du Millénaire sur la mortalité maternelle a particulièrement peu évolué. C'est un sujet sensible : aucun gouvernement ne veut afficher des chiffres de mortalité élevés, car ils indiquent un manque de volonté politique. Les chiffres donnés ne sont donc certainement pas fiables.

En outre, il ne s'agit pas d'un problème purement technique. Pour combattre la malaria, on peut avoir recours à des médicaments, des moustiquaires et autres solutions techniques. La mortalité maternelle, quant à elle, touche aux droits de la femme : droit à la santé et au planning familial, droits sexuels et reproductifs... C'est une dimension supplémentaire.

La mortalité maternelle est-elle liée au genre ?

D.N. : J'en suis convaincue. Les femmes ont trop peu de pouvoir et ne sont pas suffisamment écoutées. Dans mon pays, chaque jour, 14 femmes meurent en couches de manière anonyme. Personne ne s'en soucie, elles ne font pas les gros titres. Par contre, si au Malawi 14 soldats mouraient tous les jours, ce serait la guerre ! Jamais notre gouvernement ne tolérerait cela. Mais 14 femmes pauvres, c'est vite oublié. Je ne vois aucun gouvernement déclarer la guerre à la mortalité maternelle, alors qu'ils savent comment il faudrait mener cette lutte et quelles solutions existent. C'est purement un manque de volonté politique.

M.T. : Il faut absolument donner un rôle plus important aux femmes. Elles doivent avoir un modèle à suivre ; en Europe, c'est déjà plus le cas, en Afrique cela avance moins vite. Les femmes doivent être mieux représentées au sein des institutions et organisations importantes.

On entend souvent : « On ne trouve pas de femmes fortes et audacieuses », mais ce n'est pas vrai. Il y a du potentiel : donnez aux filles un meilleur accès à l'éducation, et dans quelques années le monde aura un autre visage !

Par Chantal Nijssen